

RESUMÉ PBFC #RDP20 Side Event, 5 juin 2024, 12h30-13h30

Évaluation de la déforestation et de la dégradation des forêts et des facteurs directs associés à l'aide de SEPAL - Résultats et perspectives

Le projet CFI/FAO DDD a présenté les derniers résultats des analyses des changements du couvert forestier et les moteurs directs associés pour les années 2015-2022. Cette session avait comme but d'aborder les questions suivantes : La déforestation et la dégradation augmentent-elles à l'échelle régionale depuis 2015 ? Quelles sont les causes, les implications et les perspectives des experts du Bassin du Congo ? La discussion s'est articulée autour d'une table ronde avec la représentation des six pays de la région. [Lien vers la présentation](#). [Lien vers les photos](#)

Messages clés :

1. Le projet estime de manière robuste les superficies annuelles de déforestation et dégradation au niveau national dans 6 pays du Bassin du Congo, ainsi que les tendances de déforestation durant la période de 2015-2022. En général, la déforestation n'est pas en hausse comme attendue, compte tenu des pressions telles que l'augmentation de la population. Les tendances de dégradation varient par pays. Malgré cela, les perturbations forestières restent élevées : nous observons plus de 9 millions d'hectares de déforestation dans les 7 années de l'étude, et plus de 4 millions d'hectares de nouvelles dégradations, ce qui représente des superficies importantes.
2. En termes de moteurs observés par l'interprétation visuelle des experts, le complexe rural (identifiable par la présence simultanée de terrains cultivés, des routes, des villages) est le moteur qui contribue le plus à la déforestation et dégradation.
3. Le programme offre des outils et des données gratuites, libres et ouverts. Les résultats sont analysés et présentés au niveau national et sont [disponibles en ligne](#). Ils peuvent être extraits et valorisés par les pays ou le public.

Panel de discussion avec chaque pays de la sous-région:

Guinée Equatoriale - En 2018 l'ordre ministériel d'interdiction d'exporter le bois sous forme de grume a réduit la déforestation. Suite à la pandémie de COVID-19 cet ordre a été levé pour stimuler le marché, et reste valide jusqu'à fin juin 2027. L'appropriation des méthodes du projet est importante pour produire des cartes et faire le suivi par type de forêt, avec un fort intérêt pour offrir des scénarios ou des prédictions 2035, appuyer les efforts de mitigation des changements climatiques, et contribuer aux données nationales comme le FRA (Forest Resources Assessment). L'accès à internet reste un obstacle important et devrait faire partie des activités de renforcement de capacités.

Cameroun – Gislain Mofack II, FAO Cameroun - Les résultats renforcent l'impact de la gestion durable des forêts avec plans d'aménagements forestiers, la régulation des exports, et offrent un grand intérêt pour le gouvernement du Cameroun. Un inventaire forestier national de 2006 doit être refait, avec des estimations des niveaux de référence d'émissions qui sont en cours (MINEPDED co-préside avec MINFOF). Les outils peuvent aider avec les efforts de cacao durable et suivi national forestier.



République Démocratique du Congo – l’agriculture itinérante sur brulis continue à entraîner de la déforestation, notamment autour des villages ; combiné avec les effets COVID sur le marché international du bois, la stabilité de la déforestation est ainsi en évidence. La DIAF a un mandat (arrêté 023, Juin 2022) pour publier des données biannuelles. Pour consolider les acquis du projet régional avec la FAO, le délégué de la RDC a sollicité du gouvernement un appui financier de la DIAF à cette fin, pour consolider les acquis du projet CAFI/FAO, et continuer le suivi robuste et national des forêts.

République du Congo – Le Congo a su s'approprier les outils SEPAL, la méthode ainsi que la convergence de multiples sources de données et algorithmes pour le développement du niveau de référence. Cela est notamment dû au grand nombre de support matériel et de données que l'étude régionale a produites et divulguées, ce qui permet au pays de se conformer aux exigences de la CCNUCC dans le but d'accéder à des financements climats ou d'être éligible aux différents mécanismes de paiements basés sur les résultats.

République Centrafricaine – les résultats confirment les efforts techniques de gestion de forêts denses (plans d'aménagement, exploitations industrielles). Le gouvernement voudrait affecter les permis semi-industriels aux forêts claires, ce qui présente une menace au court-terme. Les méthodes du projet vont permettre de suivre les impacts et les potentiels menacés dans les tous les types de forêts.

Gabon – Les activités du Gabon s’orientent principalement vers les aspects méthodologiques et les comparaisons avec les approches déjà en place. Les résultats montrent que le Gabon reste avec un faible taux de déforestation, avec une méthode affinée pour identifier les moteurs. Le produit pour le Gabon est une méthodologique “renforcée” qui combine les approches du projet CAFI avec d’autres méthodes pour réduire le niveau d’incertitude et informer le nouveau niveau de référence.